



## MACRON LE MAL ÉLU POURRAIT VITE DÉCHANTER

**Grande victoire de Macron, titrent certains médias. Si les 58,5 % des suffrages qui se sont exprimés sur son nom sont un des records de la V<sup>e</sup> République, l'exploit consiste surtout à avoir été élu avec autant de voix d'hommes et de femmes qui le détestent !**

**Ont voté pour lui – à l'appel direct ou à peine voilé de tous les partis, de droite comme de gauche – des millions qui ont subi sa politique pendant cinq ans mais voulaient encore moins subir celle de Marine Le Pen. Drôle de démocratie que celle du moins pire contre le pire ! Sans oublier une abstention record aussi. « Merci... ce vote m'oblige », a pourtant déclaré Macron sur fond de tour Eiffel pour que sa photo fasse le tour du monde. Il aurait mieux fait de dire merci à Marine Le Pen dont les idées nauséabondes ont servi de repoussoir. Et rien ne l'oblige à rien. C'est à nous de jouer maintenant, et pas au simple jeu biaisé d'un vote.**

### Le jeu truqué des urnes

Macron avait eu 9,7 millions de voix au premier tour, 28 % des votants, soit à peine 20,5 % des inscrits. Neuf millions d'autres s'y sont rajoutées au second, surtout de ceux qui vomissent sa politique. Celles du reste de la droite lui revenaient de droit, mais le maigre score de Valérie Pécresse ne pesait pas bien lourd. S'y sont ajoutées celles d'électeurs écologistes à qui était resté en travers du gosier le cinéma hypocrite du « grand débat sur la transition écologique » et la promesse de futures centrales nucléaires de poche à multiplier. Ajoutées aussi celles de travailleurs, de jeunes qui, écoeurés de la droite tout autant que de la gauche gouvernementale, avaient regardé vers Mélenchon ou tout simplement voté pour lui, là aussi par défaut, dans le seul but de ne pas avoir au second tour ce choix impossible entre deux maux.

Au soir de ce second tour, tous les leaders politiques, de l'extrême droite à la gauche de Mélenchon en passant par la droite, nous ont vanté leur « troisième tour » : les élections législatives de juin, qui leur permettraient, s'ils avaient assez de députés, de mettre

des bâtons dans les roues du futur quinquennat ou... d'être pris par Macron comme ministres de ceci ou cela. Même Mélenchon, qui s'emploie à rassembler ce qui reste de la gauche, propose à Macron la cohabitation gouvernementale, avec lui comme Premier ministre. Quel nouveau leurre pour les travailleurs ?

### Contre la politique de Macron, à nous de jouer

Pas sûr que ces jeux politiques inquiètent Macron. En revanche, c'est la colère des classes populaires, et leurs luttes, qui le menacent. Lors de son premier quinquennat, il avait d'abord essuyé la colère de Gilets jaunes, dressés contre la vie chère. Ensuite la révolte de salariés contre sa réforme des retraites, qu'il avait dû remettre à plus tard, même si elle était l'un des souhaits du patronat, et que, coté syndicats, il avait reçu l'assentiment à peine voilé de la CFDT. La crise sanitaire à son tour l'a mis sur la sellette, elle qui révélait à ce point la grande pénurie des hôpitaux, le scandale des suppressions de lits et de personnel.

Au bilan du premier mandat de Macron est à mettre aussi la progression des idées d'extrême droite, mortelles pour le monde du travail, et celle des voix d'une Marine Le Pen tablant sur l'aggravation du chômage et de la misère pour clamer « les Français d'abord », pendant que Macron avec sa traque incessante aux migrants encourageait, voire doublait la démagogie nationaliste et xénophobe de l'extrême droite.

« L'obligé » Macron a annoncé la couleur de son nouveau quinquennat : la retraite à 65 ans, 15 ou 20 heures de boulot gratuit par semaine pour les titulaires du maigre RSA, notamment. Pendant que le patronat multiplie ses plans de restructuration et suppressions d'emploi, à commencer dans le secteur automobile. Et pendant que les PDG du CAC 40 affichent des doublements de salaires mirobolants d'une année sur l'autre. Non, face à ce que nous promet Macron, on n'est pas prêts à se laisser faire.

**C'est face à la colère sur les lieux de travail et dans la rue que le nouveau quinquennat de Macron pourrait bien capoter.**

## **L'avenir nous appartient**

Le nouveau président de la Banque Postale veut baisser les coûts de 100 millions d'euros d'ici 2025. Pour cela, les maîtres mots sont « digitalisation » et « différenciation ».

« Digitalisation » signifie que les clients devront se débrouiller avec leur ordinateur ou smartphone pour les opérations courantes, sans encombrer par leurs demandes les centres financiers, aux effectifs réduits.

« Différenciation » signifie à l'inverse que ceux dont les comptes sont bien garnis bénéficieront, eux, d'un traitement de faveur. Par exemple, au service Gestion entreprises, une partie des comptes ne sera plus traitée dans le centre, mais dans un service spécialisé.

La Banque Postale se vantait d'être une « banque citoyenne », elle prône maintenant une « citoyenneté performante » !

Pour le personnel des centres financiers, le *middle office* (en américain, cela fait plus moderne !), la direction voudrait que nous soyons plus « performants », plus « professionnels » et surtout... moins nombreux. Nous devrions donc « monter en compétence ». Et, au passage, nos horaires risqueraient encore une fois d'être bouleversés pour être mieux adaptés à la gestion des flux (haro sur la brigade !).

Bref, la direction ne lésine pas sur les « éléments de langage » pour faire plus de profit sur notre dos. Mais nous n'avons aucune raison de la laisser décider seule de notre avenir.

## **Le rab, non merci**

À Paris 15, les rumeurs commencent à circuler sur la volonté de la nouvelle directrice de nous rajouter du boulot en fin de service. Gare à ceux qui rentrent en avance, ils pourraient avoir à ressortir en tournée. Le fini-parti serait même sur la sellette.

Ce qui est sûr, c'est qu'il manque du monde. Certaines tournées restent au bureau plusieurs jours d'affilée et les chefs doivent en sortir régulièrement. Et avec les vacances scolaires, cela se voit encore plus.

Il y a des chômeurs, la solution c'est d'embaucher !

## **Un vent des îles salutaires**

Alors que partout, La Poste veut se garder les 83 millions d'euros reçus pour les plis électoraux, elle s'est sentie obligée de payer la distribution des plis en Corse, mais aussi à La Réunion et aux Antilles.

Comme quoi la juste des colères des jeunes et des travailleurs outre-mer et en Corse, cela effraie les patrons. Il y a de quoi s'en inspirer.

## **Pas de quoi sabler le champagne !**

Le ministère du Travail vient d'annoncer qu'au 1<sup>er</sup> mai le Smic augmentera de 33,64 euros nets... soit tout juste l'inflation enregistrée depuis novembre. Pas de quoi pavoiser. Aujourd'hui, pour vivre décemment, il faudrait au moins un Smic net à 1 800 euros. On en est loin !

## **Ça baigne dans l'huile pour les spéculateurs**

Depuis quelques semaines, les rayons d'huile au supermarché, en particulier de tournesol, se vident et les prix se sont envolés, ajoutant à l'inflation qui touche les produits alimentaires. La guerre en Ukraine en serait la cause, ce pays et la Russie en assurant 80 % de la production mondiale. Des analystes en rendent aussi responsable la ruée des consommateurs sur cette denrée.

Mais l'explication est ailleurs : les stocks existent car nous consommons actuellement ce qui a été moissonné en 2021. Mais les spéculateurs – gros négociants, distributeurs et même producteurs – s'arrangent pour doubler les prix d'il y a un an ! Pour les capitalistes, la guerre est une occasion en or pour nous faire les poches.

## **Retraites : Le Maire annonce la couleur**

À peine Macron avait-il été réélu que le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a évoqué la possibilité de recourir à l'article 49-3 de la Constitution pour faire passer la réforme des retraites sans vote parlementaire. Ce qui a provoqué une levée de boucliers, à gauche comme à droite. Et tous de promettre des débats musclés à l'Assemblée nationale. Sauf que ce n'est pas là qu'au final cela va se jouer. Pour faire reculer Macron sur les retraites et ses autres réformes réactionnaires, il faudra des luttes dans les entreprises et dans les rues. Tout le reste est du bla-bla électoraliste.

## **Accident de Brétigny : responsables mais pas coupables ?**

Le procès de l'accident ferroviaire de Brétigny-sur-Orge s'ouvre ce lundi 25 avril, neuf ans après le déraillement du train qui fit sept morts et des centaines de blessés. L'enquête judiciaire pointe le manque de maintenance des voies ferrées dû au manque d'effectifs et de moyens. Les nombreuses preuves des enquêteurs accablent les dirigeants de la SNCF, qui ont imposé et imposent toujours des plans d'économies et de suppressions de postes, au détriment de la sécurité.

Pourtant, c'est un cheminot, chef d'une brigade de maintenance au moment de l'accident, qui est le seul mis en cause à l'issue de l'enquête. Espérons que le procès puisse établir et condamner les véritables responsables de ces politiques néfastes.




## **Vive le 1<sup>er</sup> mai !**


Les manifestations du 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de mobilisation des travailleurs, sont une occasion de faire entendre la colère du monde du travail.

À l'heure où Macron vient d'être réélu et compte bien poursuivre sa politique anti-ouvrière, montrons-lui, ainsi qu'au patronat, que nous sommes prêts à nous battre.

Tous dans la rue dimanche !

[www.convergencesrevolutionnaires.org](http://www.convergencesrevolutionnaires.org)

   @npaetincelle

 @convergencesrevolutionnaires

